

**Délibération n°
2021-02-03**

République Française
Liberté – Égalité – Fraternité

DEPARTEMENT D'EURE ET LOIR

VILLE DE MAINVILLIERS

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Date de la
convocation :**
12/02/2021

Séance ordinaire du 18 Février 2021

**Date d'affichage de
l'ordre du jour :**
12/02/2021

Objet : Exercice 2021 – Rapport valant Débat d'Orientation Budgétaire (DOB).

**Nombre de
conseillers :**

L'an deux mille vingt-et-un, le dix-huit février à 18 h 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué le douze février deux mille vingt-et-un, s'est réuni sous la Présidence de :

Madame Michèle BONTHOUX, Maire.

Exercice : 33

Étaient également présents :

A. BOUSLIMANI, S. MONTBAILLY, C. DEFRANCE, R. CANALE, R-F. CHARON, D. DUBOIS, J. GUILLEMET, L. FERNANDES, J-P. RAFAT, S. VICENTE, A. BUREAU, G. BOUSTEAU, M. MAHI, P. MERCIER, B. VINSOT, F. GUINCÊTRE, I. MONDOT, J. MALLOL, Y. SAIDI, M. KONATE, M. EDMOND, S. TUNCTAN, P. COUTURIER, M. CIBOIS, H. GUERMONPREZ, A. MASSA, M. YAOU.

Présents : 28

Pouvoirs : 04

Absents représentés :

H. GADIO représenté par A. BOUSLIMANI,
C. JUBAULT représentée par H. GUERMONPREZ,
S. MILON-AUGUSTE représentée par M. CIBOIS,
S. PINAULT représenté par P. COUTURIER.

Votants : 32

Absent non représenté :
S. KASMI.

Secrétaire de séance :

Madame Mayléa EDMOND a été élue secrétaire de séance.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

026-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire. Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



Délibération n°
2021-02-03
Réf. : FINANCES (VC)

CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 18 FÉVRIER 2021

Objet : Exercice 2021 – Rapport valant Débat d'Orientation Budgétaire (DOB).

Exposé de Madame Sandrine MONTBAILLY, Adjointe chargée des Finances et de la Prospectives :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2312-1, L.5211-36, L.3312-1 et L. 4312-1 relatifs à l'organisation d'un débat budgétaire (D.O.B.) pour les communes de plus de 3 500 habitants ;

Vu la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 dite Loi de Programmation des Finances Publiques pour les années 2018 à 2022 ;

Considérant que le D.O.B. doit être inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante dans les deux mois précédents l'examen du budget primitif de la collectivité,

Considérant que le D.O.B. expose, dans un rapport, les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que la structure et la gestion de la dette,

Considérant que dans les communes de plus de 10 000 habitants, ledit rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs ; dans ce même rapport, il est précisé notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages et du temps de travail,

Considérant que le D.O.B. n'a pas, en lui-même, de caractère décisionnel, mais qu'il doit permettre à l'assemblée délibérante de débattre des orientations proposées par l'exécutif,

Sur la base du rapport joint à la convocation du 12 février 2021, le débat est ouvert. Le Président de séance soumettra le rapport du Débat Orientation Budgétaire au vote de l'assemblée délibérante.

Le Conseil Municipal
après en avoir délibéré,
Par 24 voix POUR,
Et 08 ABSTENTIONS

PREND ACTE de la tenue du débat d'orientation budgétaire et de la transmission d'un rapport de débat d'orientation budgétaire joint à la convocation des conseillers municipaux de la présente séance.

Il est à noter que dès lors que l'assemblée délibérante du conseil municipal aura pris acte de la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire, le rapport sera transmis au représentant de l'Etat dans le département et au Président de l'Etablissement Public de Coopération International dont la commune est membre.

Le rapport est mis à disposition du public à l'Hôtel de Ville, Place du Marché 28 300 MAINVILLIERS aux horaires d'ouverture au public. Une publication du rapport est également disponible sur le site Internet de la commune, à savoir : www.ville-mainvilliers.fr. Le rapport est également publié au R.A.A. édition du mois de février 2021.

Le **23 FEV. 2021**
Par délégation,
La Directrice Générale des Services,
Patricia MUND,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire. Le responsable du secrétariat général des services, Luc BRUNET

- CERTIFIÉ EXECUTOIRE -

. De la publication au R.A.A. : édition du mois de février 2021.

. De la notification faite le : **1 MARS 2021**

. Rapport annexé publié : **26 FEV. 2021**

. sur le site internet le : **26 FEV. 2021**

. avis de mise à disposition affiché le : **26 FEV. 2021**

Par délégation du Maire, le Responsable du Secrétariat Général des Services, Luc BRUNET, certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe le bénéficiaire de la mesure que le Tribunal Administratif peut être saisi par le biais de l'application Informatique « Télérecours Citoyens », accessible sur le site Internet <http://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

POUR LE BUDGET 2021

MAIRIE DE MAINVILLIERS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégitation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



SOMMAIRE

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE BUDGET PREVISIONNEL 2021	
PREAMBULE	3
1- Cadre juridique du débat d'orientation budgétaire	3
2- Rappel des priorités politiques.....	3
PARTIE 1. LE CADRE DE L'ELABORATION DU BUDGET 2021	4
1. Un contexte économique incertain lié à la crise de la COVID 19	4
1.1 L'économie mondiale au ralenti sur fonds de tensions commerciales.	4
1.2 Une situation sanitaire compliquée va retarder la reprise pour la zone Euro.	4
1.3 France : l'économie à l'épreuve de l'épidémie de la COVID 19.	4
2. Le projet de Loi de finances 2021 :.....	5
2.1- La Dotation Globale de Fonctionnement et le FPIC.....	5
2.2- La réforme de la Taxe d'habitation	6
2.3- Une volonté de l'État de répondre à la crise sanitaire	6
3. Le contexte financier local :	7
PARTIE 2. LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2021.	8
1. Les recettes réelles de fonctionnement.	8
1.1 Le produit fiscal attendu en 2021.	8
a. La fiscalité directe.....	8
b. La fiscalité indirecte.....	10
1.2. Les dotations.	12
1.3. Autres produits de gestion courante	13
1.4. Produits des services	13
2. Les dépenses réelles de fonctionnement.	14
2.1. Les charges à caractère général	14
2.2. Les charges de personnel.....	15
2.3. Les subventions et concours versés aux associations	18
2.4. Les frais financiers et les charges exceptionnelles	18
3. L'endettement	18
3.1. Les caractéristique de l'encours de la dette	18
3.2. L'évolution prévisionnelle de l'encours de la dette	18
3.3. L'évolution prévisionnelle des épargnes	19
3.4. Projection du besoin de financement de la Ville	21
PARTIE 3. LE PREVISIONS D'INVESTISSEMENT AU BP2021.	22

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Affiché au 24/02/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du secrétariat général des services Luc BRUNET



Débat d'orientations budgétaires 2021

• • •

1.	Les dépenses d'investissement.....	22
2.	Les recettes d'investissement.	22

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services: Luc BRUNET



PREAMBULE

1- Cadre juridique du débat d'orientation budgétaire

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil municipal. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique transmise en Préfecture. L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe), a créé de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales.

Elle a modifié l'article L. 2312-1 du CGCT en complétant les éléments de forme et de contenu du débat d'orientations budgétaires.

Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 ainsi que la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 dite loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 ont précisé le contenu et les modalités de publication et de transmission du rapport. Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport comporte des informations supplémentaires relatives :

- à l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement,
- à l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette,
- au personnel (structure des effectifs, dépenses de personnel, durée effective du travail).

Le présent rapport est transmis par le Maire au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante.

2- Rappel des priorités politiques

L'équipe municipale nouvellement élue a un programme ambitieux, sérieux et réaliste, répondant aux attentes des habitants. L'axe principal sera la mutation urbanistique des prochaines décennies, tout en assurant la transformation de la ville dans les domaines de l'économie, l'intergénérationnel, la transition écologique et la jeunesse.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire. Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



PARTIE 1. LE CADRE DE L'ELABORATION DU BUDGET 2021.

1. Un contexte économique incertain lié à la crise de la COVID 19

1.1 L'économie mondiale au ralenti sur fonds de tensions commerciales. ,

La situation sanitaire reste toujours très tendue, notamment en Europe. Une véritable course contre la montre est maintenant engagée en termes de vaccination.

Les enquêtes de conjoncture dans l'industrie de décembre font état d'un niveau d'activité relativement élevé. Cela peut s'expliquer par la croissance soutenue de la Chine, une augmentation des stocks par crainte d'un Brexit dur au Royaume-Uni et d'une manière plus générale par un certain rattrapage de la production après plusieurs mois d'activité ralentie au printemps. Il n'est donc pas impossible que la dynamique industrielle s'émousse un peu dans les mois à venir. C'est d'ailleurs ce que l'on commence à observer en Chine.

Outre-Atlantique, Joe Biden et le parti démocrate vont finalement bénéficier de marges de manœuvre politiques suffisantes pour mettre en place une politique budgétaire de soutien à l'économie. Certains analystes évoquent même l'idée que l'inflation pourrait finir par accélérer fin 2021 ou en 2022. A court terme, le principal défi pour la nouvelle administration sera de maîtriser l'épidémie. La montée en puissance rapide de la campagne de vaccination fournit cependant un espoir pour la seconde partie de l'année.

Le rebond du prix du pétrole depuis deux mois (il a dépassé les 50\$ le baril) illustre cette anticipation de perspectives économiques meilleures. Mais conscients des risques à court terme, les pays producteurs vont continuer à contenir leur production à court terme.

1.2 Une situation sanitaire compliquée va retarder la reprise pour la zone Euro.

Sans surprise, le durcissement des contraintes sanitaires a mordu sur l'activité au cours des derniers mois de 2020. Cependant, l'impact a été moindre que lors du premier confinement. En novembre, les ventes au détail de la zone euro en volume ont nettement reculé (-6,1% d'un mois sur l'autre contre -11,8% en avril). En décembre, les enquêtes de conjoncture montrent un rebond de l'activité dans les services mais qui reste incomplet. Elles confirment la résilience de l'industrie à la 2ème vague de Covid.

La difficulté à maîtriser l'épidémie va toutefois peser sur l'activité début 2021, suite au maintien voire au renforcement des contraintes sanitaires dans de nombreux pays, notamment en Allemagne.

1.3 France : l'économie à l'épreuve de l'épidémie de la COVID 19.

Résiliente en 2019 (1,5%), l'économie française a été durement touchée par la pandémie COVID-19 en 2020. Reculant de 5,9% au T1, le PIB a chuté de 13,8% au T2 suite au confinement national imposé du 17 mars au 11 mai. Si toutes les composantes de la demande ont été affectées, certains

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Intérieur du 17 mars au 11 mai
028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021
Source Note ACTUEL La Banque Postale 12 janvier 2021
Affichage : 24/02/2021
Source DOB Caisse d'Epargne janvier 2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



secteurs ont été plus particulièrement touchés par la crise sanitaire : l'hébergement et la restauration, la fabrication d'équipements de transport (automobile et aéronautique) et les services de transport.

Sous le double effet de la baisse de l'activité et d'interventions publiques massives en raison de la crise sanitaire, le déficit public devrait atteindre 11,3% du PIB en 2020, tandis que la dette publique s'élèverait à 119,8% du PIB selon le 4^{ème} projet de loi de finances rectificative (PLFR) pour 2020.

Pour 2021, le gouvernement prévoit depuis décembre une baisse du déficit public à 8,6% du PIB et une dette publique à 122,3% du PIB. Pour autant, la forte augmentation attendue de la dette publique française ne devrait pas affecter la viabilité de la dette de la France en raison des coûts d'emprunt extrêmement bas liés à la politique très accommodante de la BCE. En effet, compte tenu du niveau très faible de l'inflation, les taux d'intérêt devraient rester extrêmement bas pendant encore un certain temps. Les taux sont restés en territoire négatif jusqu'à l'échéance 10 ans.

2. Le projet de Loi de finances 2021 :

2.1- La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC)

L'élaboration du budget primitif 2021 s'établit dans un contexte de stabilité de l'enveloppe globale de DGF qui s'élève cette année à environ 27 milliards d'euros malgré le contexte économique lié au COVID-19. Les entités du bloc communal (communes et EPCI : Etablissements Publics de Coopération Intercommunal) se partagent cette année environ 18,4 milliards d'euros soit plus de la moitié de cette enveloppe. Peu d'évolutions ont été apportées par le LFI 2021.

Trois dotations sont destinées aux communes les moins aisées fiscalement ou répondant à des problématiques de revitalisation de milieux ruraux ou urbains :

- La Dotation de Solidarité Rurale (DSR) réservée aux communes de moins de 10 000 habitants répondant à des problématiques rurales ;
- La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) réservée aux communes de plus de 5 000 habitants répondant à des problématiques urbaines ;
- La Dotation Nationale de Péréquation (DNP) réservée aux communes les moins riches fiscalement au regard notamment de leur fiscalité économique.

L'évolution des enveloppes de ces trois dotations est chaque année financée en partie par un prélèvement de la Dotation Forfaitaire (DF) des communes les plus aisées fiscalement. La Loi de Finances Initiale (LFI) a décidé d'augmenter l'enveloppe globale de deux de ces trois dotations. Le montant de l'enveloppe de la DNP est figé cette année encore (c'est annuellement le cas depuis 2015).

Pour les deux autres dotations, l'augmentation en 2021 sera la suivante :

- + 90 M€ de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)
- + 90 M€ de la Dotation de Solidarité Rurale (DSR)

Nous retrouvons ici une logique que l'État poursuit depuis de nombreuses années, et ce malgré les changements de majorité au Parlement. En effet, à l'instar des majorités précédentes, le législateur renforce dans l'enveloppe de DGF la péréquation afin de favoriser les Collectivités les moins aisées fiscalement et qui disposent sur ce point de marges de manœuvre de plus en plus faibles pour équilibrer leur budget et trouver un autofinancement récurrent.

Accusé de réception en préfecture
028-2020-000000000-2020-02-05
Accusé de réception en préfecture
Réception en préfecture
Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



Au niveau du fond de péréquation communal et intercommunal (FPIC), le PLF a maintenu à 1 Md€ son montant pour 2021 et les années suivantes.

2.2- La réforme de la Taxe d'habitation (TH)

Sur le plan fiscal, la principale actualité est la réforme de la taxe d'habitation qui consiste à mettre en place un dégrèvement progressif de cotisation TH pour les contribuables éligibles (en fonction de seuils de revenus) sur 3 années (2021 à 2023). La LFI 2020 reprend ces éléments en étayant les modalités de suppression et de remplacement de la TH.

La suppression de la TH devrait se déployer sur la période 2021 – 2023 mais les collectivités en perdront le produit dès 2021. Elle ne concernera que les résidences principales, les collectivités conserveront donc les produits de la TH sur les résidences secondaires et les logements vacants.

En 2020, le dégrèvement « Macron » ne prendrait plus en compte dans son calcul le taux TH global et les abattements 2017 mais ceux de 2019. Cette modification du dégrèvement interviendrait afin de s'assurer que, en dépit d'éventuelles hausses de taux ou de diminutions d'abattements intervenues depuis 2017, les contribuables dégrévés bénéficient bien en 2020 d'un dégrèvement intégral sans avoir à payer de « restes à charge » liés à la hausse de la fiscalité TH.

De plus, afin d'assurer cet objectif et faciliter la transition dans le cadre de la réforme, une autre disposition importante est envisagée, Le gel en 2020 du taux TH et des abattements des collectivités au niveau de 2019, et ce jusqu'en 2022.

La suppression de la TH des résidences principales impliquerait de compenser les collectivités : les communes recevraient l'intégralité du taux départemental de TFPB ainsi qu'une dotation de compensation tandis que les EPCI recevront une fraction dynamique de produit de TVA.

2.3- Une volonté de l'État de répondre à la crise sanitaire

L'Etat souhaite soutenir l'activité économique locale à travers une stratégie basée sur trois axes :

- Aider le contribuable professionnel à la suite des mesures COVID – 19
- Maintenir des recettes de fonctionnement aux Collectivités
- Assurer la reprise avec des enveloppes d'investissement attractives

Fin juillet Monsieur CAZENEUVE, député du Gers et président de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation de l'Assemblée Nationale, a rendu son rapport sur l'impact de la crise du Covid-19 sur les finances locales et recommandations. Ce rapport met en avant 32 recommandations pour les collectivités territoriales afin de faire face de manière efficace et efficiente à la situation actuelle.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



Parmi ces recommandations on retiendra :

- Création d'un «compte Covid» dans les nomenclatures comptables. Il permettra «Le suivi précis de ces dépenses est aussi un enjeu de transparence démocratique qui permettra d'alimenter les travaux de comptabilité complète des coûts de la crise.» L'objectif étant de donner à ce compte un périmètre très large comprenant les dépenses contraintes et les dépenses d'intervention (primes, subventions, ...) ;
- Création d'un mécanisme de garantie des recettes réelles de fonctionnement. Cette garantie permettra de compenser aux collectivités l'intégralité de leurs pertes en deçà du plancher de référence. La référence correspond à la moyenne des trois derniers exercices (2017, 2018 et 2019). La Loi de Finances Rectificative 3 pour 2020 (LFR3) limite cette garantie aux recettes fiscales et domaniales, malgré l'ampleur des pertes tarifaires. Ce choix s'explique par les enjeux distincts qui se rattachent à la tarification des services publics : Les pertes de recettes tarifaires ont pu être partiellement couvertes par des économies de fonctionnement. L'inclusion des recettes tarifaires impliquerait un travail technique très complexe afin de distinguer ce qui, parmi les moindres recettes, correspond à des décisions volontaires des assemblées délibérantes et ne devraient donc pas être compensées. Les recettes tarifaires ne sont pas toutes identifiées dans les comptes des collectivités c'est particulièrement vrai pour les recettes de transports de voyageurs, qui, selon le mode de gestion choisi (directe ou déléguée), apparaissent soit directement dans les comptes des collectivités, soit uniquement dans les comptes des opérateurs de transport. A noter l'accès à cette garantie est automatique, aucune demande n'est à faire.

3. Le contexte financier local :

Le scénario proposé dans le cadre du débat d'orientations budgétaires 2021 présente les hypothèses suivantes :

- Stabilité des taux d'imposition ;
- Fiscalité directe ;
- Dotations ;
- Progression des charges à caractère général envisagée à + 1 % par rapport au BP 2020 avec des actions en faveur de la culture, de la politique de la Ville, de la communication, de l'urbanisme, de la petite enfance et du développement durable.
- Progression des charges de personnel +4 % par rapport au BP 2020 pour répondre aux exigences légales de la mise en place de l'indemnité de fin de contrat dans la fonction publique, la revalorisation du RIFSEEP et des créations de poste en fonction des orientations politiques.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire. Le responsable du
secrétariat général des services. Luc BRUNET



PARTIE 2. LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2021.

1. Les recettes réelles de fonctionnement.

En K€	CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020 Prévisionnel	BP 2021	Hypothèse d'évolution par rapport au BP 2020
70	522	531	621	536	590	-5%
73	7 635	7 727	7 681	7 662	7 755	1%
013	144	115	125	127	120	-4%
74	4 521	4 595	4 898	5 410	4 918	0%
75	223	198	157	125	152	-3%
76					0	0%
77	40	156	302	268	12	-96%
Total RRF	13 085	13 322	13 784	14 128	13 547	-2%

1.1 Le produit fiscal attendu en 2021.

a. La fiscalité directe.

Le produit fiscal constitue 57 % des recettes réelles de fonctionnement. Comme les années passées, **aucune hausse des taux** n'est prévue sur 2021. Il n'est pas non plus envisagé de revoir la politique d'abattements.

	2018	2019	2020	Prévision 2021
Habitation	15,11%	15,11%	15,11%	
Foncier Bâti	33,01%	33,01%	33,01%	53,23%
Foncier NON Bâti	48,08%	48,08%	48,08%	48,08%

En 2021, la commune ne perçoit plus de Taxe d'habitation, il n'y a donc pas lieu de voter le taux de TH (Taxe d'Habitation).

Pour compenser la suppression de la TH, les communes se verront transférer en 2021 le montant de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) perçu en 2020 par le département sur leur territoire. Chaque commune se verra donc transférer le taux départemental de TFB (20,22 %) qui viendra s'additionner au taux communal, soit $33,01 + 20,22 = 53,23 \%$.

Toutefois, le transfert du taux départemental de taxe foncière sur le bâti (TFB) aux communes entraînera la perception d'un produit supplémentaire de TFB qui ne coïncidera jamais à l'euro près au montant de la TH perdue. Des communes pourront être sur compensées en récupérant plus de TFB qu'elles n'auront perdu de TH, et d'autres communes pourront au contraire être sous compensées. La situation de sur ou de sous compensation sera corrigée à compter de 2021 par le calcul d'un Coefficient Correcteur (CoCo) qui garantira à chaque commune une compensation à l'euro près du produit de TH perdu. La valeur définitive de ce coefficient correcteur sera déterminée en 2021 avec comme référence l'année 2020 et l'année 2017 pour ce qui est du taux TH.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-21260223Z-20210216-2021-02-03-DE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Réception - Ministère de l'Intérieur

Affichage : 24/03/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du

secrétariat général des services, Luc BRUNET



Débat d'orientations budgétaires 2021

• • •

	Bases réelles			Moyenne évolution physique	Prévision 2021
	2018	2019	2020		
CMF	1,20%	2,20%	0,90%	0,66%	0,20%
			1,20%		
Bases TH réelles	13 468 170	13 800 381	13 684 594		
Evolution physique	-0,13%	0,26%	-1,72%	0,38%	
Bases TFB réelles	10 460 305	10 873 317	11 024 212		
Evolution physique	0,56%	1,71%	0,48%	1,85%	1,00%
Bases TFNB réelles	114 024	124 801	127 784		
Evolution physique	-0,95%	7,10%	1,48%	-0,24%	0,00%

Il est constaté une moyenne d'évolution physique des bases sur la Commune de Mainvilliers de 1,85% entre 2014 et 2020, lié aux nouvelles constructions de foncier bâti. Par principe de prudence, la prospective table sur une revalorisation des bases fiscales à **0,2 %** selon l'IPC de novembre 2020 (Indice des Prix à la Consommation) et d'une dynamique de l'évolution physique de **1%**.

En tenant compte de l'ensemble des paramètres à savoir :

- La valorisation des bases (évolution IPC et évolution physique)
- Application de la somme des taux de TF communal + départemental
- L'application du CoCo,

L'application du taux de TFB du Département, la Commune de Mainvilliers se voit appliquer un CoCo qui viendra minorer sa recette, ramenant ainsi la recette de TFB à 5,9 M€ en hausse de 1,81% lié à la dynamique des bases et à la revalorisation de l'IPC.

	IPC	0,20%	0,80%	1,00%
	Evolution physique	1,00%	1,00%	1,00%
	2020	2021	2022	2023
bases communales	11 024 212	11 156 723	11 358 437	11 586 741
bases département reca	6 675 698	6 755 940	6 878 088	7 016 337
TOTAL BASES TF	17 701 930	17 914 684	18 238 546	18 605 101
Taux	33,01%	53,23%	53,23%	53,23%
Produits TF	5 843 407	9 535 986	9 708 378	9 903 495
Application du CoCo		5 949 306	6 056 858	6 178 587
	variation produit TF	1,81%	1,81%	2,01%

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

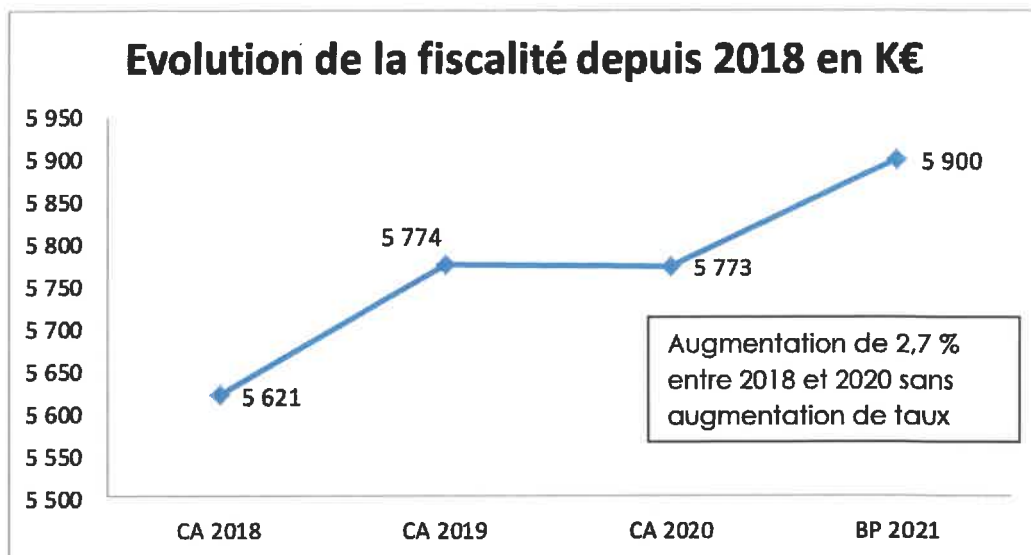
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire. Le responsable du
secrétariat général des services: Luc BRUNET





b. La fiscalité indirecte.

	CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021	BP 2022	BP 2023
73111 TH-TF	5 616 993,00	5 763 050,00	5 817 247,00	5 770 015,00	5 900 000,00	6 056 857,71	6 178 587,39
7318 Rôles supplémentaires	3 957,00	11 303,00		2 974,00			
73211 Attribution de compensation	492 181,67	492 181,67	492 181,00	492 181,67	492 181,67	492 181,67	492 181,67
73212 Dotation solidarité communautaire	850 017,03	755 451,76	756 947,00	756 947,63	788 732,00	756 000,00	756 000,00
73223 FPIC	2 216,00	1 586,00		794,00	0,00		
7336 Droits de place	33 180,28	34 282,42	31 000,00	23 375,54	31 000,00	31 000,00	31 000,00
7344 Taxes sur les déchets stockés	147 770,08	148 833,80	145 000,00	136 629,42	140 000,00	145 000,00	145 000,00
7351 TCCFE	168 583,23	162 786,34	150 000,00	155 948,09	155 000,00	160 000,00	160 000,00
73681 TLPE	54 382,41	48 520,58	48 200,00	31 863,04	48 200,00	48 200,00	48 200,00
7381 DMT0	265 914,22	308 645,93	240 000,00	291 023,51	200 000,00	280 000,00	285 000,00
TOTAL CHAPITRE 73	7 635 194,92	7 726 641,50	7 680 575,00	7 661 751,90	7 755 113,67	7 969 239,38	8 095 969,06
variation		1,20%	-0,60%	-0,25%	1,22%	2,76%	1,59%

• Les dotations de l'agglomération

✓ Attribution de Compensation

Le montant 2021 de l'attribution de compensation inscrit a été transmis par l'agglomération. Il est identique à 2020, car aucune compétence n'a été transférée depuis 2016 (éclairage public). Cependant, une diminution est attendue du fait du transfert de compétence de la Piscine et du Parc des Vauroux à Chartres Métropole.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

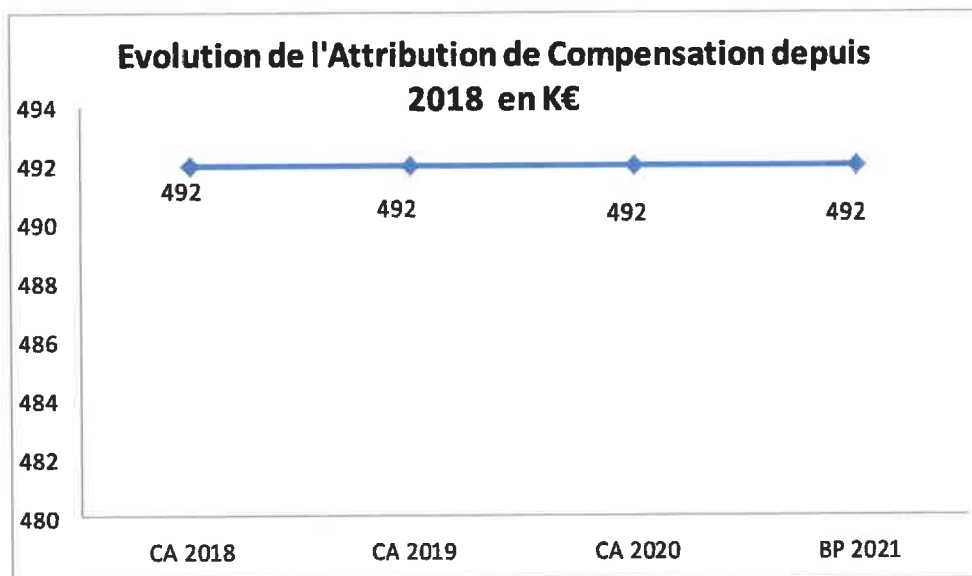
Réception par le préfet : 23/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du secrétariat général des services, Luc BRUNET



Ci-dessous l'attribution de compensation reçue depuis 2014.

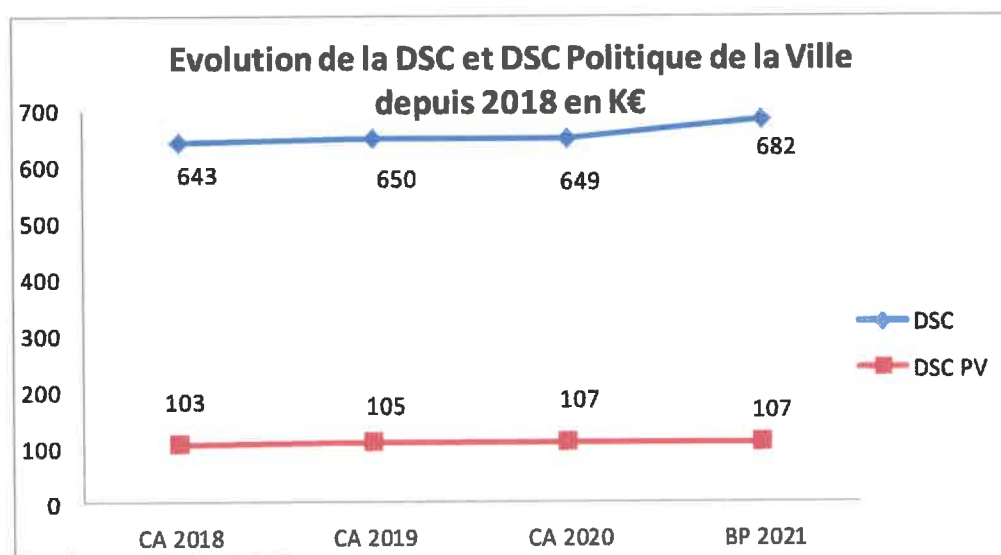


✓ La dotation de solidarité communautaire (DSC) annuelle :

Le montant 2021 de la DSC a été transmis par l'agglomération. Il s'établit à 681 732 € contre 649 404 € en 2020

✓ La dotation de solidarité communautaire (DSC PV) Politique de la Ville :

Ce montant n'étant pas encore connu, le maintien du montant à 107 000 € est retenu. Pour mémoire, en 2020 le montant était de 107 543 € et en 2019 de 105 197,27 €.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du secrétariat général des services: Luc BRUNET



• **Les autres recettes de fiscalité**

Pour les autres recettes de fiscalité, il est proposé :

- Soit de maintenir le montant au BP 2021 identique à celui du BP 2020 pour les droits de place (31 K€) et la TLPE (Taxe Locale sur la Publicité Extérieure) pour 48,2 K€.
- Soit d'ajuster au réalisé de 2020, comme pour la TCCFE (Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité) et la taxe sur les déchets stockés.
- En ce qui concerne les DMTO (Droits de Mutation à Titre Onéreux), compte tenu que cette fiscalité dépend de la dynamique du marché immobilier, par principe de précaution, il est proposé d'inscrire 200 K€.

1.2. Les dotations.

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	BP 2021
DF	1 659 087	1 672 468	1 657 534	1 600 000
DSU	1 776 105	1 836 292	1 897 186	1 870 000
DNP	227 336	246 811	231 891	227 000
TOTAL	3 662 528	3 755 571	3 786 611	3 697 000
Evolution en €		93 043	31 040	-89 611

Ce tableau présente les différentes dotations perçues depuis 2018 par l'Etat. La projection des différentes dotations pour 2021 tient compte des mesures principales de la loi de finances présentées ci-dessus, on peut estimer que :

- **La Dotation de Fonctionnement (DF)** n'étant pas encore connue à ce jour, il est proposé d'inscrire 1 600 K€. Pour rappel, le montant 2020 était de 1 658 K€.
- **La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)** devrait être supérieure à 2020 car l'Etat a prévu une hausse de l'enveloppe de 90 M€, le montant de celle-ci dépend de notre rang dans les communes éligibles à la DSU. Cependant, par prudence, ne connaissant pas le rang de la commune, la somme a été reconduite au montant reçu en 2020.
- **La Dotation Nationale de Péréquation (DNP)** : le montant réinscrit par prudence est identique à celui réalisé en 2020 soit 227 000 €
- **Les différentes compensations d'exonération** seront inférieures puisque la taxe d'habitation n'existe plus la recette de sa compensation disparaît donc. La totalité de la fiscalité apparaît désormais dans le chapitre 73 (nature 73111 fiscalité) et non plus en dotation. Il reste uniquement les compensations pour la taxe foncière bâti et non bâti.
Le montant définitif des dotations devrait être publié entre mi-mars et fin mars.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

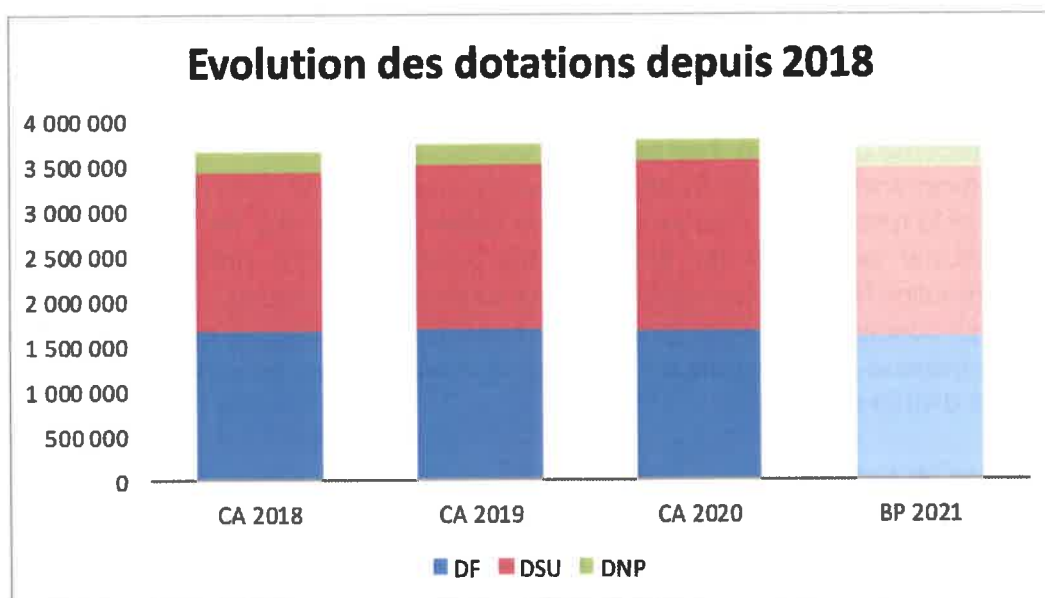
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services. Luc BRUNET





1.3. Autres produits de gestion courante

Ce chapitre enregistre les loyers que la collectivité perçoit (118 K€ en 2020). Le montant proposé en 2021 par le service tient compte des baux en cours. Il est estimé à 144,7 K€.

1.4. Produits des services

La participation des usagers représentait en 2020 environ 5 % des recettes de fonctionnement. Elle correspond principalement à la participation des usagers pour la restauration scolaire, la médiathèque, l'accueil de loisirs, le multi-accueil...

Suite à la suppression de la taxe funéraire, il est proposé de modifier les tarifs du cimetière pour compenser cette perte de recette et harmoniser les tarifs.

Il n'est pas prévu d'augmentation des tarifs des autres services à la population en 2021. Le montant prévisionnel au BP 2021 reste identique à celui du BP 2020, soit 30 K€.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire. Le responsable du
secrétariat général des services Luc BRUNET



2. Les dépenses réelles de fonctionnement.

Au vu des comptes administratifs, l'évolution des dépenses pour la Ville de Mainvilliers est la suivante :

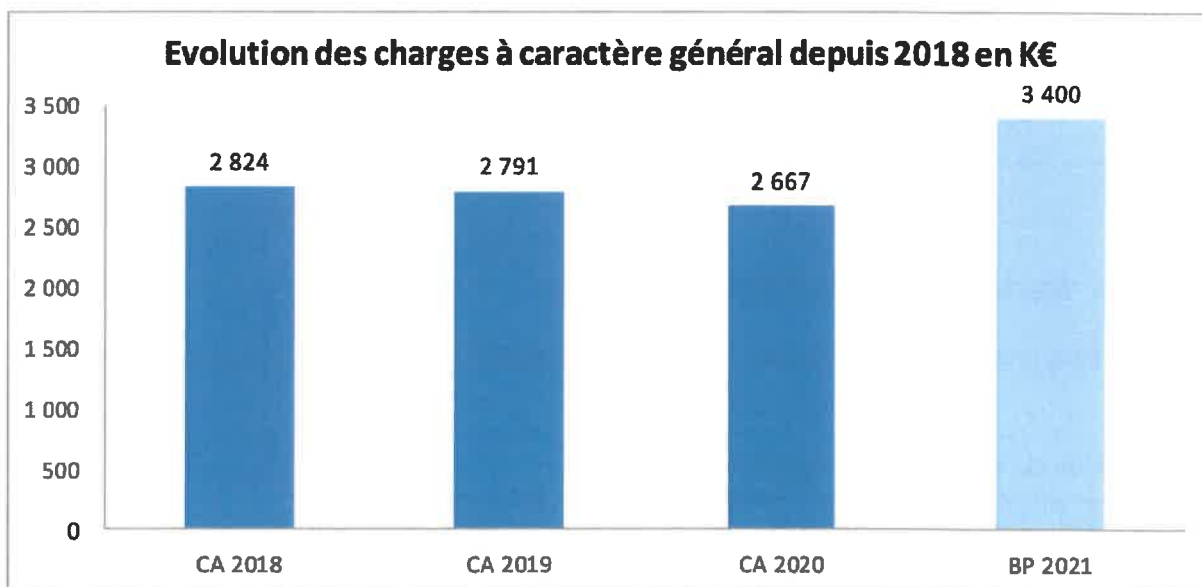
En K€	CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020 Prévisionnel	BP 2021	Hypothèse d'évolution par rapport au BP 2020
011: Charges à caractère général	2 824	2 791	3 375	2 667	3 400	1%
012: Charges de personnel	6 108	6 214	7 336	7 264	7 600	4%
014: Atténuation de produits	39	0	0	0	0	0%
65: Subventions versées	1 603	1 720	1 400	1 435	1 175	-16%
66: Frais financiers	55	49	51	44	40	-22%
67: Charges exceptionnelles	12	21	29	8	12	-59%
Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)	10 641	10 795	12 191	11 418	12 227	0%

BP: budget primitif

CA: compte administratif

Le budget prévisionnel 2021 sera conçu de façon à respecter les orientations politiques de la nouvelle équipe municipale.

2.1. Les charges à caractère général



Les charges à caractère général constituent l'essentiel des dépenses d'activités des services municipaux. Pour 2021, un montant de 3 400 K€ sera inscrit pour financer les mesures nouvelles suivantes :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

pour la politique de la Ville

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du secrétariat général des services, Luc BRUNET



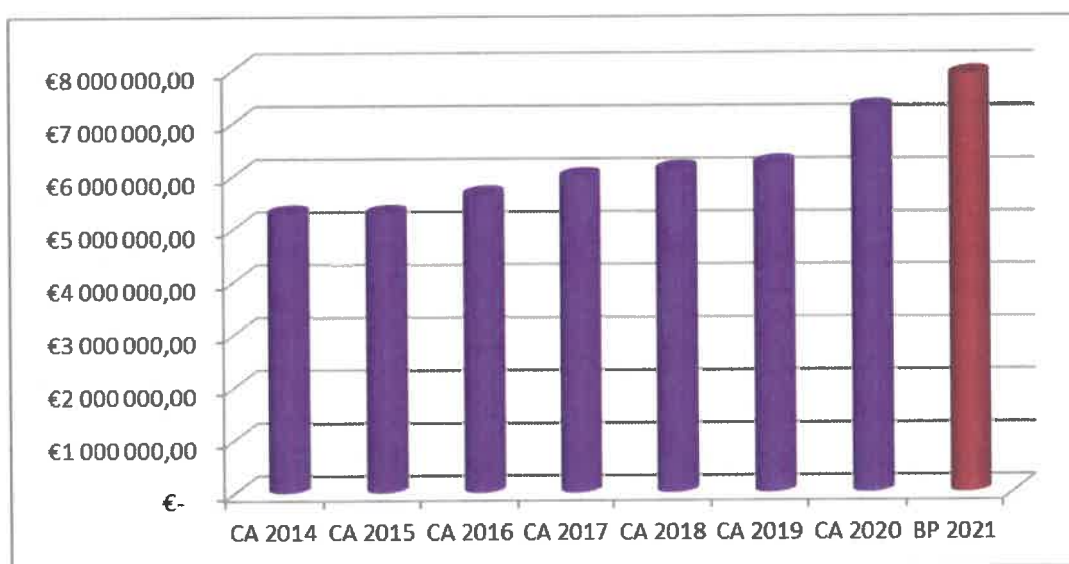
- pour la communication
- Des mesures en faveur du développement durable et de la petite enfance

2.2. Les charges de personnel

Conformément aux dispositions intégrées par la loi NOTRe, il est indiqué ci-dessous des éléments de présentation de la structure du personnel (évolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail).

a. Les charges de personnel depuis 2014 :

Evolution des dépenses de personnel :



b. Les charges de personnel prévues pour 2021 :

La prévision budgétaire 2021 est d'environ 7 600 000 € (contre 7 336 100 €) soit une augmentation de 4 %

L'augmentation du chapitre 012 s'explique par :

- L'augmentation de 1.8% de Glissement, vieillesse, technicité (GVT),
- La création de postes en vue des projets structurants de la collectivité,
- Le remplacement d'agents ayant quittés la collectivité en incluant l'évolution des compétences des agents (recrutement avec compétences plus spécifiques),
- La revalorisation du RIFSEEP (régime indemnitaire) en fonction des postes occupés,
- La mise en place au 01/01/21 de l'indemnité de fin de contrat conformément au Décret n° 2020-1296 du 23 octobre 2020 relatif à l'indemnité de fin de contrat dans la fonction publique.

Accusé de réception, Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet: 23/02/2021

Affichage 24/02/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services Luc BRUNET



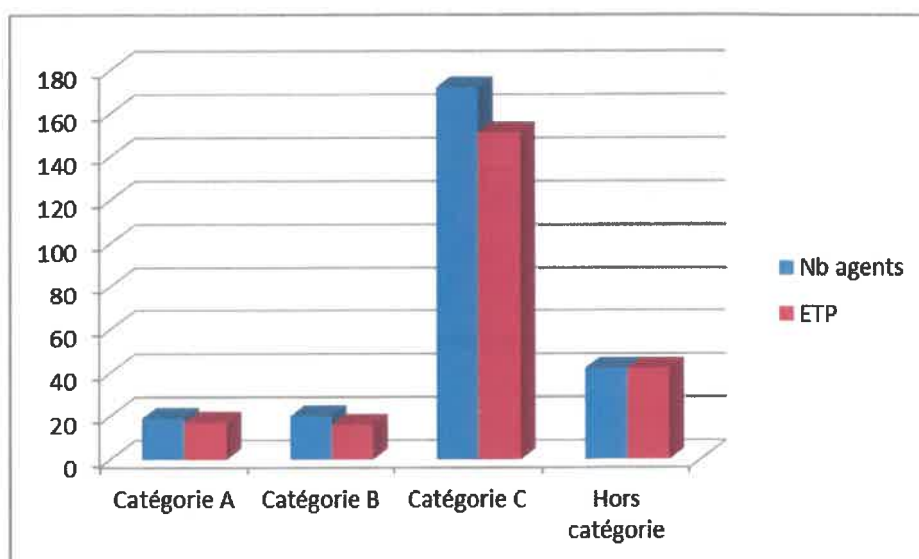
Le BP 2021 intégrera également la mesure suivante décidée en Conseil Municipal à savoir :

- L'adhésion au CNAS en faveur des agents actifs depuis plus d'un an au sein de la collectivité (soit 212 euros par agent)

Il est à noter que le montant en € par habitant (11 656 habitants source INSEE 2019) pour la strate de référence pour les dépenses de personnel est pour la commune **652 €/habitants** (contre 681 € pour les communes du Département d'Eure-et-Loir), **787 € pour les communes de la strate** dans l'Eure et Loir, 684 € pour les communes de la Région Centre Val de Loire et 672 € pour le territoire National).

a. La structuration des emplois permanents au 31 décembre 2020

✓ La répartition par catégorie hiérarchique : (graphique)



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

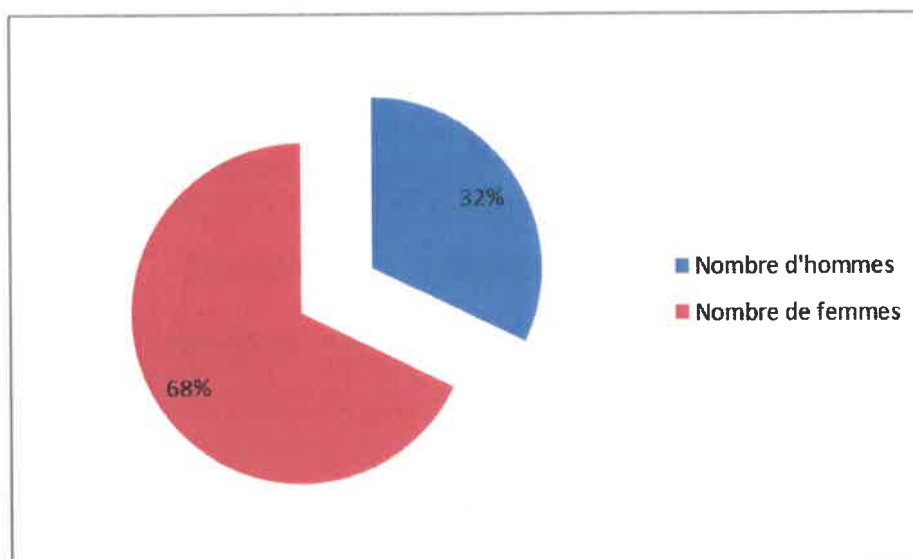
Réception par le préfet : 23/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du secrétariat général des services. Luc BRUNET



✓ La répartition par sexe :



✓ La moyenne d'âge : 44 ans

- ✚ Des femmes : 44
- ✚ Des hommes : 45

✓ La répartition en Equivalent temps plein (ETP)

	Nb agents	ETP
Catégorie A	19	17,11
Catégorie B	20	16
Catégorie C	172	151,22
TOTAL	211	184
HORS CATEGORIES	42	TEMPS DE TRAVAIL CALCULE DIFFEREMMENT

b. La gestion du temps de travail

Conformément à la délibération adoptée par le Conseil Municipal N° 2001-12-11 de la séance du 12 décembre 2001 portant aménagement du temps de travail – passage aux 35 heures, la durée annuelle du temps de travail dans les services municipaux a été fixée à 1600 heures + 7 heures au titre de la journée de Solidarité soit 1607 heures.

c. Les avantages en nature

- 3 agents de la Ville bénéficient actuellement d'un logement par nécessité absolue de services (et un agent arrivé au 1^{er} janvier 2021 pour 2 mois dans l'attente de l'attribution d'un logement)

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021
Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire. Le responsable du
secrétariat général des services Luc BRUNET



2.3. Les subventions et concours versés aux associations

Il est essentiel de souligner le dynamisme de la vie associative de notre ville et son rôle essentiel auprès des Mainvilloises et Mainvillois. Le soutien aux associations continue ainsi à être affirmé et développé dans le cadre du BP 2021 avec une enveloppe globale d'un montant de 366 K€ environ afin de tenir compte des besoins supplémentaires exprimés par les associations.

2.4. Les frais financiers et les charges exceptionnelles

Il est proposé d'inscrire

- 39 510 € pour le paiement des frais financiers pour les 3 contrats d'emprunt restant ;
- 8 000 € pour les charges exceptionnelles (5 000 € pour les titres annulés et 3 000 € pour les charges exceptionnelles diverses)

3. L'endettement

3.1. Les caractéristique de l'encours de la dette

Encours de la dette au 31/12 et scénario de désendettement

ETAT DE LA DETTE

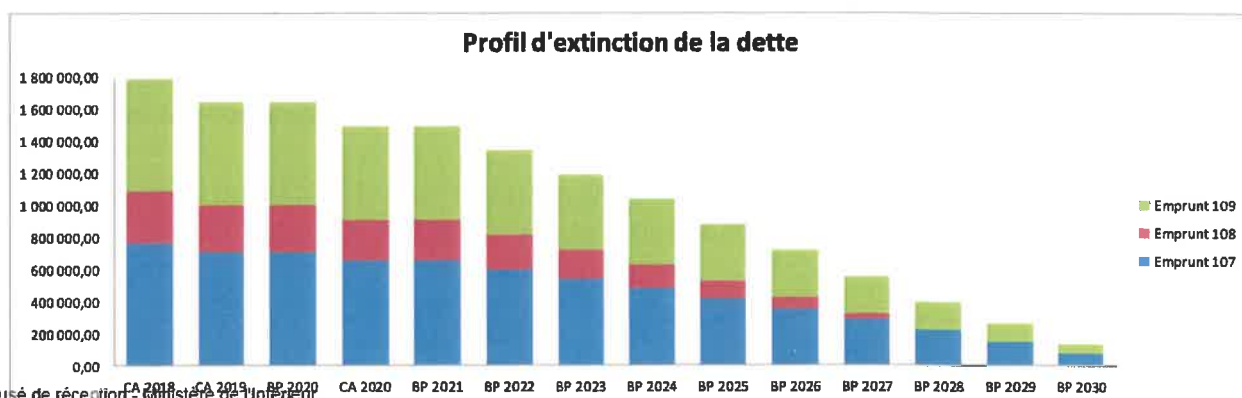
Prévision - au 31/12/2021 et au 31/12/2030

Etat constaté - montants en Euros

N° FICHE	ANNÉE RÉALISATION	LIBELLÉ	PRÉTEUR	DURÉE EN ANNÉES	TYPE TAUX	TAUX ACTUARIEL (%)	DATE 1ÈRE ANNÉE AMORT.	CAPITAL	ENCOURS AU 01/01/2021	ICNE	INTÉRÊT	AMORT	ANNUITÉ
107	2010	INVESTISSEMENTS 2010	CE - CAISSE EPARGNE	20	TAUX FIXE	3,41	25/08/2011	1 130 000,00	654 983,46	10 418,14	22 180,29	56 318,15	78 498,44
108	2013	FONCIER GDES RUELLLES - PLAINE NEAUX	CE - CAISSE EPARGNE	15	TAUX FIXE	3,08	15/08/2013	560 000,00	257 207,06	3 288,06	10 170,40	36 743,86	46 914,26
109	2016	INVESTISSEMENTS 2015	CE - CAISSE EPARGNE	15	TAUX FIXE	1,53	08/03/2016	890 000,00	585 467,46	6 889,80	9 438,22	58 546,74	67 984,96
TOTAL GENERAL								2 580 000,00	1 497 657,98	20 577,10	41 788,91	151 608,75	193 397,66

En 2020, un contrat d'emprunt est arrivé à échéance. Il reste 3 emprunts en cours, pour un capital restant dû au 1^{er} janvier 2021 de 1 498 K€.

3.2. L'évolution prévisionnelle de l'encours de la dette



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Amplification

Par délégation du Maire, Le responsable du secrétariat général des services, Luc BRUNET



3.3. L'évolution prévisionnelle des épargnes

Pour estimer le besoin de financement, il est nécessaire d'étudier la chaîne des épargnes.

a. L'Épargne de gestion

L'épargne de gestion permet de déterminer la capacité de la collectivité à dégager de l'autofinancement sur ses seules opérations courantes de gestion, c'est-à-dire avant prise en compte des effets de sa politique d'endettement. La mise en évidence de ce solde d'épargne intermédiaire permet à la Ville de dissocier les variations d'épargne globale liées à l'activité courante et celle liée à la politique d'endettement.

L'épargne de gestion de la Ville s'établit au CA 2020 prévisionnel à 2 752 K€ en hausse par rapport à 2019. L'amélioration de l'épargne de gestion est due à une baisse des dépenses de fonctionnement du fait de la crise sanitaire.

Pour 2021, l'épargne de gestion devrait s'établir à environ 1 309 K€. Cette baisse est due à une augmentation des charges de personnel et des charges à caractère générale avec la mise en place des orientations politiques.

b. L'épargne brute

L'épargne brute constitue le solde d'épargne global de la section de fonctionnement. Il détermine les excédents issus du fonctionnement qui permettront de financer les dépenses d'équipements et le remboursement de la dette en capital.

L'épargne brute de la Ville s'établit au CA 2020 prévisionnel à 2 706 K€ en augmentation par rapport à 2019. Pour 2021, l'épargne brute devrait s'établir à environ 1 267 K€.

c. L'épargne nette et la capacité de désendettement

L'épargne nette constitue le solde d'épargne final. Il détermine la capacité d'autofinancement « marginal » après financement des opérations de fonctionnement et du remboursement de capital de la dette qui permettra de financer les dépenses d'équipement.

L'épargne nette de la Ville s'établit au CA 2020 prévisionnel à 2 527 K€ en augmentation par rapport à 2019. Pour 2021, l'épargne brute devrait s'établir à environ 1 116 K€.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire. Le responsable du
secrétariat général des services: Luc BRUNET



Débat d'orientations budgétaires 2021

...

Chapitre	CA 2018	CA 2019	CA 2020	BP 2021	BP 2022	BP 2023
70	521 739,66	530 760,68	535 555,54	589 630,00	633 587,00	638 653,00
73	7 635 194,92	7 726 641,50	7 661 751,90	7 755 113,67	7 969 239,38	8 095 969,06
014	-38 849,10					
74	4 521 268,76	4 594 621,57	5 410 047,82	4 917 850,00	4 495 000,00	4 465 000,00
75	222 551,88	198 351,80	124 961,78	151 550,00	153 066,00	154 596,00
76						
77	39 907,88	156 241,50	268 255,85	11 500,00	7 000,00	7 000,00
Total RRF	12 901 814,00	13 206 617,05	14 000 572,89	13 425 643,67	13 257 892,38	13 361 218,06

0,294604866

011	2 823 852,91	2 790 824,02	2 667 136,43	3 452 887,80	3 487 418,00	3 522 293,00
012	6 107 727,08	6 214 396,57	7 263 914,12	7 600 000,00	7 714 000,00	7 829 710,00
013	-115 142,77	-115 142,77	-127 037,22	-120 000,00	-120 000,00	-120 000,00
65	1 602 994,46	1 720 161,08	1 434 871,61	1 175 284,00	1 205 707,00	1 229 114,00
67	11 567,90	20 549,00	9 718,51	8 000,00	8 000,00	8 000,00
Dépenses gestion	10 430 999,58	10 630 787,90	11 248 603,45	12 116 171,80	12 295 125,00	12 469 117,00

Epargne de gestion	2 470 814,42	2 575 829,15	2 751 969,44	1 309 471,87	962 767,38	892 101,06
---------------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------

66	54 331,86	50 209,24	46 154,27	41 788,91	54 485,02	70 436,55
----	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------

Epargne brute	2 416 482,56	2 525 619,91	2 705 815,17	1 267 682,96	908 282,36	821 664,51
----------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------

10	1 450 579,61	1 924 533,57	5 017 685,15	328 080,00	951 432,00	820 200,00
13	155 678,00	300 936,29	194 217,88	3 774 070,84	1 600 000,00	2 000 000,00
Autres recettes	400 500,00	550,00	3 000,00	3 580 921,24		
Total RRI	2 006 757,61	2 226 019,86	5 214 903,03	7 683 072,08	2 551 432,00	2 820 200,00

Financement propre dispo	4 423 240,17	4 751 639,77	7 920 718,20	8 950 755,04	3 459 714,36	3 641 864,51
---------------------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------

204						
20	229 163,64	121 566,43	52 654,09			
21 et 23	2 678 107,38	2 380 814,85	2 436 547,94	5 750 955,37	5 000 000,00	5 000 000,00
autres DI	70 744,51	510 717,04	300,00			

Total DRI	2 978 015,53	3 013 098,32	2 489 502,03	5 750 955,37	5 000 000,00	5 000 000,00
------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------

Remboursement dette	189 101,97	177 469,30	179 187,84	151 608,75	221 515,90	307 487,64
----------------------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------

Epargne nette	2 227 380,59	2 348 150,61	2 526 627,33	1 116 074,21	686 766,46	514 176,87
----------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------

Besoin de financement	-1 256 122,67	-1 561 072,15	-5 252 028,33	-3 048 190,92	1 761 801,54	1 665 623,13
------------------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	---------------------	---------------------

Emprunts nouveaux					1 700 000,00	1 600 000,00
--------------------------	--	--	--	--	---------------------	---------------------

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028 212662292-20210210-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du secrétariat général des services. Luc BRUNET

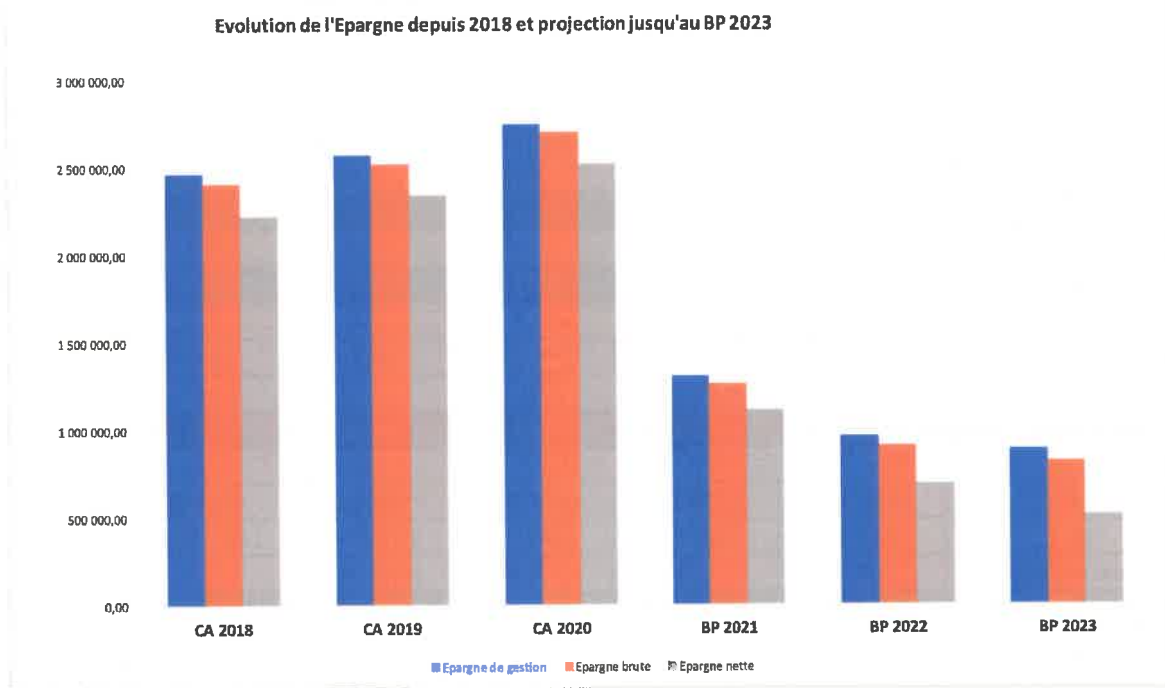


3.4. Projection du besoin de financement de la Ville

Compte tenu que l'épargne nette est positive, la Ville dégage un excédent de financement prévisionnel en 2021. Elle ne devrait pas recourir à l'emprunt.

Par ailleurs, en prévision des projets d'investissement à hauteur de 5 000 K€ annuel, le recours à l'emprunt pourrait se faire à partir de 2022 pour environ 1 700 K€.

Le ratio de désendettement reste faible. En 2021, il est de 1,18 année.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services Luc BRUNET



PARTIE 3. LE PREVISIONS D'INVESTISSEMENT AU BP2021.

1. Les dépenses d'investissement

Le montant des investissements prévisionnels pour 2021 s'élève à 5 700 K€ :

- Plus de **500 K€** pour les études et logiciels dont plus de 300 K€ pour les études d'urbanisme ;
- **1 700 K€** d'acquisition de parcelles divers ;
- **2 100 K€** de travaux, dont :
 - Travaux et équipements écoles ;
 - Voirie ;
 - Gymnase Maroquin ;
 - Bilterie ;
 - CSE....
- **1 400 K€** pour les projets pluriannuels
 - Travaux d'aménagement de voiries ;
 - vestiaires du Stade Maroquin ;
 - extension Multi-accueil ;
 - extension école Coubertin Primaire ;
 - construction local rangement J Zay Primaire ;
 - étude végétalisation 3 cours écoles

2. Les recettes d'investissement.

Il est proposé de reconduire à l'identique des recettes d'investissement.

Pour tout projet, une demande de subventions sera systématiquement déposer afin d'assurer le financement du projet : DSIL, DETR, DPV, ANRU....

L'excédent d'investissement est estimé à 3 578 K€ car les comptes 2020 ne sont pas encore définitifs.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



LEXIQUE

AC : Attribution de Compensation

ANRU : Agence Nationale de la Rénovation Urbaine

BCE : Banque Centrale Européenne

BP : Budget primitif

CA : Compte Administratif

CGCT : Code général des collectivités territoriales

CoCo : Coefficient Correcteur

COVID 19 : Corona Virus 2019

DETR : Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux

DF : Dotation Forfaitaire

DGF : Dotation Globale de Fonctionnement

DMTO : Droits de Mutation à Titre Onéreux

DNP : Dotation Nationale de Péréquation

DPV : Dotation Politique de la Ville

DRF : Dépenses Réelles de Fonctionnement

DRI : Dépenses Réelles d'Investissement

DSC : Dotation de Solidarité Communautaire

DSIL : Dotation de Soutien à l'Investissement Local

DSR : Dotation de Solidarité Rurale

DSU : Dotation de Solidarité Urbaine

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale

ETP : Equivalent Temps Plein

FPIC : Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes

IPC : Indice des Prix à la Consommation

Loi NOTRe : Loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Loi des Finances Initiale

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Loi des Finances Rectificative n°3

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



PLF : Projet de Loi des Finances

RIFSEEP : Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel,

RRF : Recettes Réelles de Fonctionnement

RRI : Recettes Réelles d'Investissement

TH : Taxe d'Habitation

TFPB : Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties

TLPE : Taxe Locale sur la Publicité Extérieure

TCCFE : Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

026-212802292-20210218-2021-02-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/02/2021

Affichage : 24/02/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET

